

10 septembre 1948.

Journée des Ministres 1948

*Bas. Empire -
Barbares aux frontières*

1) Aide américaine

Pas de doute que la Suisse a un intérêt majeur au relèvement économique de l'Europe.

Pas de doute également que ce relèvement est exclu sans l'aide des Etats-Unis et sans un effort collectif des pays européens.

Motifs qui ont engagé les Etats-Unis à fournir leur aide. Ils sont complexes:

Motifs politiques et éventuellement militaires.-

Intérêt des Etats-Unis à ne pas envoyer une troisième fois une armée pour libérer l'Europe. Par conséquent, les Etats-Unis désirent légitimement que l'Europe soit en mesure de résister à l'action du communisme. Mais cela ne signifie pas que les Etats-Unis désirent faire de l'Europe une tête de pont contre l'URSS.- Démonstration a été faite, en 1813 sous Napoléon, en 1914/1918 et en 1941/1945, que toute attaque de la Russie par l'Europe est vouée à un échec. C'est pourquoi il semble bien qu'au point de vue militaire,



les Etats-Unis, en cas d'intentions agressives, auraient intérêt à prendre l'URSS à revers, par la Turquie et le Proche-Orient d'un côté, éventuellement par le pôle de l'autre.

Du point de vue politique et militaire, l'aide américaine a un caractère strictement défensif.

USA ont aussi un intérêt économique au relèvement de l'Europe. Toutefois cet intérêt, si le plan Marshall réussit, serait compensé dans quelques années par l'inconvénient que l'appareil de production européen, étant remis en état, d'une part privera l'industrie américaine des débouchés que lui assure le plan Marshall en Europe et, d'autre part, créera une concurrence aux Etats-Unis, en Europe même et éventuellement sur d'autres continents.

L'aide américaine pas plus que la coopération économique européenne ne sont en mesure de donner une solution au problème fondamental de l'économie mondiale, qui n'est plus celui de la production, mais d'une répartition qui permette de satisfaire tous les besoins.

Enfin, des considérations humanitaires ont également inspiré le geste américain, le sens de leur responsabilité que les Etats-Unis ont acquis, la conscience de leur puissance aussi et les expériences faites par eux entre les deux grandes guerres.

Est-ce que l'aide américaine permettra le relèvement de l'Europe ? C'est seulement un des éléments de ce relèvement. Le danger est qu'elle ne résolve rien définitivement. En définitive, dans chaque Etat des mesures devraient être prises pour accroître le travail alors qu'il a tendance à diminuer, abaisser le niveau du coût de la vie, réparer les conséquences de la destruction de tant de richesses pendant la guerre et mettre de l'ordre dans les finances publiques. Ce relèvement est incompatible pendant deux ou trois ans avec la satisfaction de certaines exigences sociales, d'ailleurs en principe justifiées.

Pour la Suisse, la participation à l'Organisation de coopération économique européenne a des avantages, ceux en particulier de nous permettre de participer à la répartition de produits rares, et peut-être davantage celui d'être pré-

*Cherai de Dori
in Europe.*

*Si l'Europe de reprise de
relations commerciales
normales aux 15 ans
de collaboration active
avec l'Amérique - l'idéal
de la coopération économique
est réalisable -*

*Notion de
travaux de
reconstruction
pour l'Europe
n'est pas
réalisable
pour le moment
mais elle est
nécessaire
pour l'avenir*

sents et de prendre part aux discussions qui ont pour objet les problèmes économiques intéressant une partie importante de l'Europe, à laquelle nous appartenons économiquement et politiquement.

Les dangers, ou plutôt les inconvénients de cette participation, c'est que nous pouvons être sollicités de consentir certains sacrifices, que nous avons à prendre souvent une attitude négative ou réservée parce que nos intérêts économiques sont en contradiction avec ceux des autres pays participants.

Mais il n'y a aucun doute que les avantages de notre participation l'emportent largement sur les inconvénients.

Du point de vue politique, on pourrait invoquer le fait qu'en participant au plan Marshall, nous prenons parti entre l'Occident et l'Est et que nous nous rendons ainsi suspects à l'Union soviétique, qui pourrait nous accuser d'une prise de position incompatible avec notre neutralité. Je n'attache pas d'importance à ce fait, étant donné que, quoi que nous fassions, nous serons toujours considérés comme faisant parti du camp hostile à l'Union soviétique

accord bilatéral :
non d'accord.

Collabor. active et actif
Prédominance de l'Est
Polit. - programme à long terme.

Un danger :
Echec plan Marshall :
crainte d'une crise :
dourera raison au
la perspective
socialiste.

no end de nu nous
harmonie : - pas
de possibilité propre :
si parait si nous
s'agit.

par le simple fait que nous sommes la Suisse et que nous vivons sous un régime démocratique et de liberté qui est absolument contraire aux conceptions soviétiques et communistes.- Je reviendrai là-dessus tout à l'heure.

2) L'avenir de l'Europe.

Le problème de la guerre et de la paix se pose. Aucune opinion à cet égard. Constate périodes pendant lesquelles guerre considérée comme inévitable, et d'autres pendant lesquelles tenue pour exclue pour un temps relativement long.

Eléments contre la guerre:

difficultés économiques de l'URSS,
opposition au sein du parti communiste international, tendance à la formation d'un communisme national qui entre en conflit avec la politique soviétique et du comité central du parti communiste.-Incident yougoslave.- Même tendance en Pologne et en Tchécoslovaquie. - Le bloc oriental est probablement moins solide qu'il ne paraît.

Il semble donc que le communisme cherchera à poursuivre son expansion moins par une nouvelle guerre que par l'action sur le plan intérieur des différents Etats. Il arrivera au même but à moins de frais et avec moins de risques. Son action s'exercera en particulier en France et en Italie. Les circonstances lui sont certainement favorables.- Progrès du communisme en France et aux Pays-Bas, peut-être aussi dans d'autres pays.- Difficultés économiques et financières de la Grande-Bretagne, affaiblissant de plus en plus ce pays, sont aussi un élément favorable à l'expansion du communisme, même en Angleterre. Certaines grèves ont été organisées contre la volonté des syndicats.

Qu'il y ait la guerre ou pas, on peut donc craindre qu'en définitive les conséquences soient les mêmes. Le processus de décomposition et de désagrégation de certains pays européens, comme la France, va continuer, de sorte que les chances du communisme restent intactes. L'Allemagne, qui, grâce à l'occupation, est hostile au communisme, surtout dans la zone orientale, pourrait être un élément de résistance, à condition que les alliés de l'ouest pratiquent à son égard une politique plus positive et constructive.

Les mouvements qui tendent à unir l'Europe afin d'éviter qu'elle ne périsse font un essai intéressant, mais probablement tardif. Ces mouvements sont d'abord trop nombreux. Ensuite dans leur sein il y a des tendances diverses: tendance unitaire des Français, tendance extrêmement vague des Britanniques qui voudraient créer une Europe sur le modèle de l'Empire, enfin tendance fédéraliste des petits Etats.

Il est probable que le salut de l'Europe serait à chercher dans un fédéralisme européen, mais celui-ci ne peut pas s'improviser. Il faut le temps nécessaire. *

Notre attitude à l'égard de ces mouvements doit être de les suivre avec intérêt, de les appuyer dans la mesure du possible, mais sans y participer activement pour le moment. Le fédéralisme ne sera efficace que le jour où les pays européens pourront mettre en commun leurs ressources militaires, ce qui n'est pas possible actuellement puisque la plupart d'entre eux n'ont pas d'armée.

On peut donc se demander s'il était opportun de créer une union occidentale, qui donne l'impression d'un bloc politique et militaire dont la structure politique est

* Est-ce que on n'ajoute
 économiques fondés et
 principes aussi si le mouvement
 est socialisme (étatisme)
 = façon de l'économie!
 (libéralisme) n'
 collaborer au sein
 d'une organisation
 politique comme ?

extrêmement faible (état de la France) et qui n'a pas même les moyens matériels de se défendre contre une agression éventuelle. Que l'idée d'un groupement des Etats européens soit juste, cela ne fait pas de doute, mais la réalisation suppose que d'autres conditions soient remplies que la bonne volonté de quelques gouvernements.

Si les Etats de l'Europe occidentale, qui représentent une masse d'hommes appréciable, étaient en mesure de se fédérer et s'ils étaient animés d'une volonté commune d'accomplir les efforts nécessaires pour redresser leur situation politique, économique et financière, je pense qu'il y aurait un intérêt pour notre pays à s'associer à eux. Pour le moment, nous ne pouvons guère que nous tenir à l'écart, en gardant les contacts officieux nécessaires.

3) La position de la Suisse

On ne peut contester qu'elle soit extrêmement difficile, pour plusieurs raisons.

Sur le plan intérieur, l'union créée par la guerre entre les différents milieux subsiste. Elle est favorisée

par la haute conjoncture. A peu près tout le monde gagne largement sa vie. Mais il y a là un grave danger: c'est que l'opinion publique ne se rend pas suffisamment compte du bouleversement de l'Europe et du fait que ce bouleversement aura nécessairement des conséquences pour notre pays et le place maintenant dans une situation particulièrement périlleuse.

L'opinion publique continue à avoir confiance dans la neutralité et la considère comme une protection efficace.

Que vaut cette neutralité ? Constitue-t-elle encore une garantie ?

Actuellement, le monde tend à se diviser en deux groupes, l'un formé des Etats à gouvernement communiste et des partis communistes dans les différents pays qui vivent sous un autre régime, l'autre formé de tous les pays et de tous les hommes qui sont hostiles au communisme ou qui, sans lui être hostiles, ne sont simplement pas communistes. Il est clair que la Suisse appartient, sans même qu'elle le veuille, à un de ces groupes. Il est donc vain de penser que par une politique de neutralité, elle pourra acquérir l'amitié de

l'Union soviétique ou de la direction du parti communiste international, qui sont une seule et même chose. L'exemple de la Tchécoslovaquie démontre que l'URSS ne se contente pas d'avoir un allié qui fait sa politique, mais que son but est d'installer partout un gouvernement communiste à sa dévotion. C'est donc une illusion de penser que la Suisse peut rester neutre entre deux blocs, comme elle pouvait être neutre entre la France et l'Allemagne ou l'Autriche et la France. Les conditions de la neutralité n'existent plus aujourd'hui. Aussi bien, cette neutralité n'est-elle plus reconnue, ni même comprise à l'étranger. Les Anglais sont à peu près les seuls à admettre encore aujourd'hui que la neutralité de la Suisse peut présenter un avantage pour d'autres pays à cause de l'activité du Comité international de la Croix-Rouge ou du rôle qu'un Etat neutre peut jouer dans une guerre comme puissance protectrice. Dans les Etats de l'Est, on considère que la Suisse n'est pas neutre, en raison en particulier de l'attitude de son opinion publique et de sa presse. On considère qu'elle a pris position. En réalité, aujourd'hui la neutralité repose à peu près exclusivement sur la volonté du peuple suisse de rester neutre.

à dans certains cas sur une tradition,
qui, sans être reconnue, n'est pas respectée.
où les certains hommes n'ont pas

Certaines idées que nous avons encore et que nous devons continuer à défendre sont en fait devenues des fictions. Ainsi notre notion de la neutralité intégrale et la distinction que nous faisons entre la neutralité de l'Etat et la neutralité morale. Aujourd'hui, où la guerre est devenue totale, il n'y aura pas d'autre neutralité qu'une neutralité totale. Dans une démocratie où l'Etat et le peuple s'identifient, il est difficile d'admettre que l'Etat est neutre alors que la presque totalité du peuple ne l'est pas et prend aussi nettement position que nous le faisons contre les régimes communistes des Etats de l'Est.

En réalité donc, aujourd'hui, à l'Est, on considère que nous ne sommes pas réellement neutres ^{à l'Ouest} et que, quand nous faisons du commerce avec l'URSS et ses Etats satellites, nous agissons moins en vertu de notre neutralité que par opportunisme.

Nous commettons une erreur: c'est de penser que la situation actuelle est la même qu'en 1938 et 1939, alors que sur l'Europe pesait la menace hitlérienne. Du point de vue de notre neutralité, il y a une différence fondamentale,

celle qu'à ce moment-là la majorité des Etats, y compris les deux grandes Puissances actuelles, étaient neutres, alors qu'aujourd'hui nous sommes à peu près seuls. Alors la neutralité était une position admise et adoptée par la majorité des Etats. Aujourd'hui, on la repousse.

J'ai toujours considéré la neutralité comme un moyen et non une fin en soi. C'était d'ailleurs le point de vue des Constituants de 1848.

Je pense qu'aujourd'hui la neutralité ne représente pas une garantie efficace. D'ailleurs, de 1939 à 1945 ce n'est pas elle qui nous a protégés, mais d'autres circonstances, d'ordre stratégique et économique. Néanmoins, je considère que nous devons rester fidèles à notre politique de neutralité et je ne vois pas que nous puissions en faire une autre, pour les raisons suivantes:

- 1) En cas de guerre, cette politique nous donne une chance, si minime soit-elle, de rester en dehors du conflit, à condition qu'aucune des puissances belligérantes n'ait intérêt à pénétrer sur notre territoire. En cas d'invasion de l'Europe occidentale par les armées de l'URSS, il n'y a

us sommes de au des
2 prochains d'Etat
si avec les seuls le
monde ni n'ici.

Extrait Rapport

aucune nécessité stratégique à passer à travers notre pays. Il y a donc là une chance qui ne doit pas être négligée.

2) La politique de neutralité reste conforme aux exigences de notre politique intérieure. Elle seule nous permet de garder notre cohésion nationale. Il n'est pas douteux que, si nous avons à choisir entre le système américain et le système communiste, surtout si ce choix devait se faire au moment où la conjoncture favorable aurait pris fin et où le chômage sévirait chez nous, la classe ouvrière pourrait être divisée, une partie optant pour le communisme.

3) Si notre neutralité n'est plus juridiquement reconnue, le fait qu'il s'agit pour nous d'une politique traditionnelle nous permet de la faire comprendre, au moins dans une certaine mesure. On ne nous en veut pas de notre neutralité comme on en veut à la Suède, par exemple, de sa politique actuelle. Cette politique de neutralité ne compromet donc pas ^{d'une manière dangereuse} notre position vis-à-vis de quel pays que ce soit.

4) Par ailleurs, elle nous permet de continuer à ~~maintenir~~ entretenir des relations correctes avec tous les pays. Elle nous permet aussi d'être un point de contact entre les Etats de l'Est et ceux de l'Occident. Cela peut, à un moment donné, être un élément qui favoriserait le rapprochement, par exemple sur le plan économique, entre l'Est et l'Ouest: je ne le crois pas -

importance des
relat. econom.
Armenie:
inter. et rapport.

Ne pas surestimer l'importance de cet élément, mais à l'étranger, ici et là on reconnaît qu'il existe.

Demander à nos voisins:
diffuser la neutralité - affirmer notre
attachement à pol. de neutralité -
mais aussi volonté de collaborer
dans domaines où collabor. permise
par la pol. de neutralité.

polit. neutral: plus
favorable à l'Occident
qu'à l'USA - et à
l'Europe occid.

ne: collaboration pas = renoncement à principes vitaux.
Revenir à neutralité de leur activité
et de leur mouvement -
grâce à eux - en gros perdre - eux
3 1/2 ans après guerre - position de la
monde et ne repenser.

indépendance.